

P

PREMIÈRES INFORMATIONS

et PREMIÈRES SYNTHÈSES

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU TROISIÈME TRIMESTRE 1998

Le troisième trimestre 1998 est toujours bien orienté en matière d'évolution du marché du travail, même si les rythmes de création d'emplois et de baisse du chômage semblent se ralentir quelque peu par rapport aux trimestres précédents.

Sur trois mois, le taux de croissance de l'emploi salarié privé ressort à + 0,4 %, après + 0,5 % au 2ème trimestre et + 0,8 % au 1er. On a ainsi enregistré en un an pratiquement 300 000 créations nettes d'emplois, essentiellement dans les secteurs tertiaires.

Le nombre de DEFM de catégorie 1 continue à diminuer en dépit d'une reprise "accidentelle" au mois d'août : de fin juin à fin septembre, l'indicateur recule d'environ 10 000 (- 0,4 %, contre - 1,5 % en moyenne au cours de chacun des trois trimestres précédents). Depuis le début de l'année, on enregistre 96 000 DEFM1 et 75 000 DEFM 1+6 de moins : le taux de chômage au sens du BIT est ainsi passé de 12,3 % fin décembre 1997, à 12,0 % fin mars, 11,8 % fin juin et 11,7 % fin septembre 1998.

Les jeunes restent les principaux bénéficiaires de cette amélioration de la situation de l'emploi grâce, en particulier, au dynamisme des mesures d'alternance et aux embauches réalisées dans le cadre du programme "nouveaux services emplois jeunes".

Des créations d'emplois toujours nombreuses

Au troisième trimestre 1998, l'emploi salarié continue de croître à un rythme rapide : 60 000 postes sont créés dans le secteur privé, soit une hausse de 0,4 % (tableau 1). Ce résultat s'inscrit néanmoins en légère baisse par rapport à celui du trimestre précédent (67 000 créations d'emplois). La croissance du PIB marchand non agricole est de 0,8 % par trimestre depuis l'automne, ce qui est suffisamment dynamique pour soutenir l'emploi (graphique 1).

Ce trimestre, l'évolution sectorielle de l'emploi est différente de celle observée au cours des deux premiers trimestres. Elle se rapproche davantage de celle du

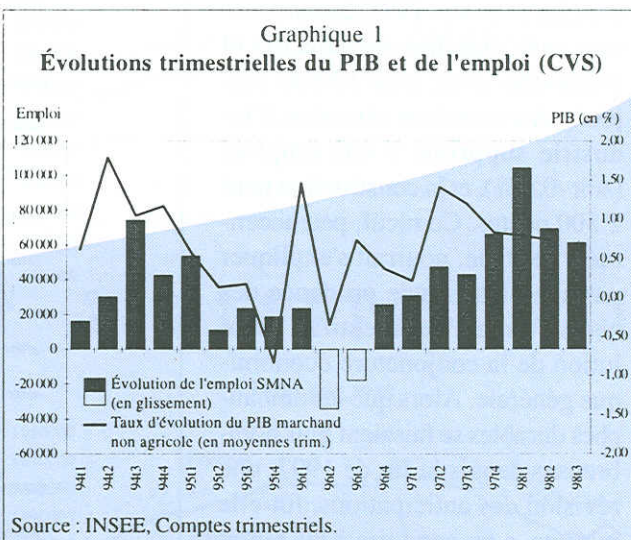


Tableau 1
Évolution de l'emploi salarié (1) (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteurs d'activité en NAF	1996			1997			1998			Variation (%) par rapport au :		
	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	trim. précédent	même trim. de l'année précédente
ET : Industrie	4 115,8	4 097,8	4 083,5	4 076,4	4 072,9	4 064,3	4 063,4	4 071,9	4 076,7	4 067,3	-0,2	+0,1
EH : Construction	1 151,7	1 140,5	1 131,0	1 127,5	1 123,5	1 120,3	1 118,1	1 118,3	1 118,4	1 115,9	-0,2	-0,4
EV : Tertiaire	8 053,8	8 062,0	8 119,2	8 159,7	8 214,3	8 270,6	8 340,4	8 436,3	8 498,5	8 570,8	+0,9	+3,6
Ensemble des secteurs	13 321,3	13 300,3	13 333,7	13 363,6	13 410,7	13 455,2	13 521,9	13 626,5	13 693,6	13 754,0	+0,4	+2,2

(1) Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Séries reconstituées en ancienne nomenclature (données cvs)

U2 à U13 Ensemble des secteurs marchands non agricoles C101-C102...	14 641,6	14 623,6	14 649,5	14 680,5	14 727,9	14 771,0	14 837,1	14 941,3	15 010,7	15 072,2	+0,4	+2,0
--	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	------	------

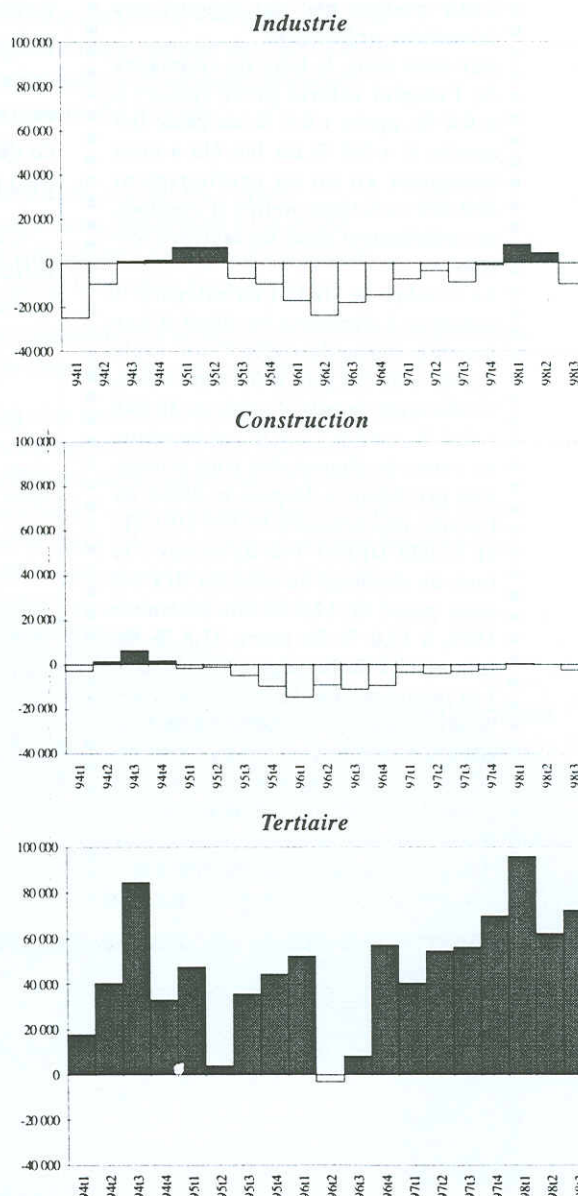
Sources : MES-DARES, INSEE, UNEDIC.

4ème trimestre 1997. Le secteur tertiaire comptabilise de nouveaux emplois à hauteur de 72 300 postes (graphique 2). Ce volume est supérieur à celui du trimestre précédent où seuls 62 200 emplois avaient été créés.

En revanche, la construction et l'industrie sont de nouveau déficitaires en matière de créations d'emplois, alors que leurs activités étaient mieux orientées depuis le début de l'année 1998. Au cours du premier semestre 1998, la construction avait stabilisé ses effectifs et l'industrie avait créé 13 300 emplois. Au troisième trimestre, l'industrie supprime 9 400 emplois (soit -0,2 %), et la construction perd 2 500 postes. Ce recul, peu accentué à ce stade, pourrait s'expliquer par une plus grande prudence des chefs d'entreprise, attentifs à l'évolution de la conjoncture économique générale. Alors que les embauches durables se faisaient plus nombreuses depuis la fin de 1997, une révision des anticipations, fût-elle minime, a pu conduire à les ralentir, cependant que le travail temporaire continuait à progresser.

Sur les douze derniers mois, l'emploi salarié du secteur privé a augmenté de près de 300 000 postes. L'essentiel des créations se concentre dans le secteur tertiaire. L'industrie reste excédentaire (+ 3 000 emplois) en dépit des

Graphique 2
Évolutions trimestrielles de l'emploi par grand secteur
(variations des effectifs CVS)



Sources : MES-DARES, INSEE, UNEDIC.

pertes enregistrées ce trimestre, mais la construction a supprimé plus de 4 000 emplois en un an.

Un recul du chômage moins marqué que les trimestres précédents

Fin septembre 1998, 2 954 700 demandeurs d'emploi sont inscrits à l'ANPE en catégorie 1. Ils sont

donc légèrement moins nombreux que fin juin 1998 (- 10 000, soit - 0,4 %) (tableau 1). Après être resté stable fin juillet 1998, le nombre de demandeurs de catégorie 1 a augmenté sensiblement en août puis chuté en septembre pour revenir ainsi à un niveau un peu plus faible que celui de juin 1998. Phénomène nouveau, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité oc-

casionnelle ou réduite de plus de 78 heures (catégorie 6), semble se tasser : si l'on considère l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégorie 1 + 6, la baisse observée au 3ème trimestre 1998 est de 0,7 %.

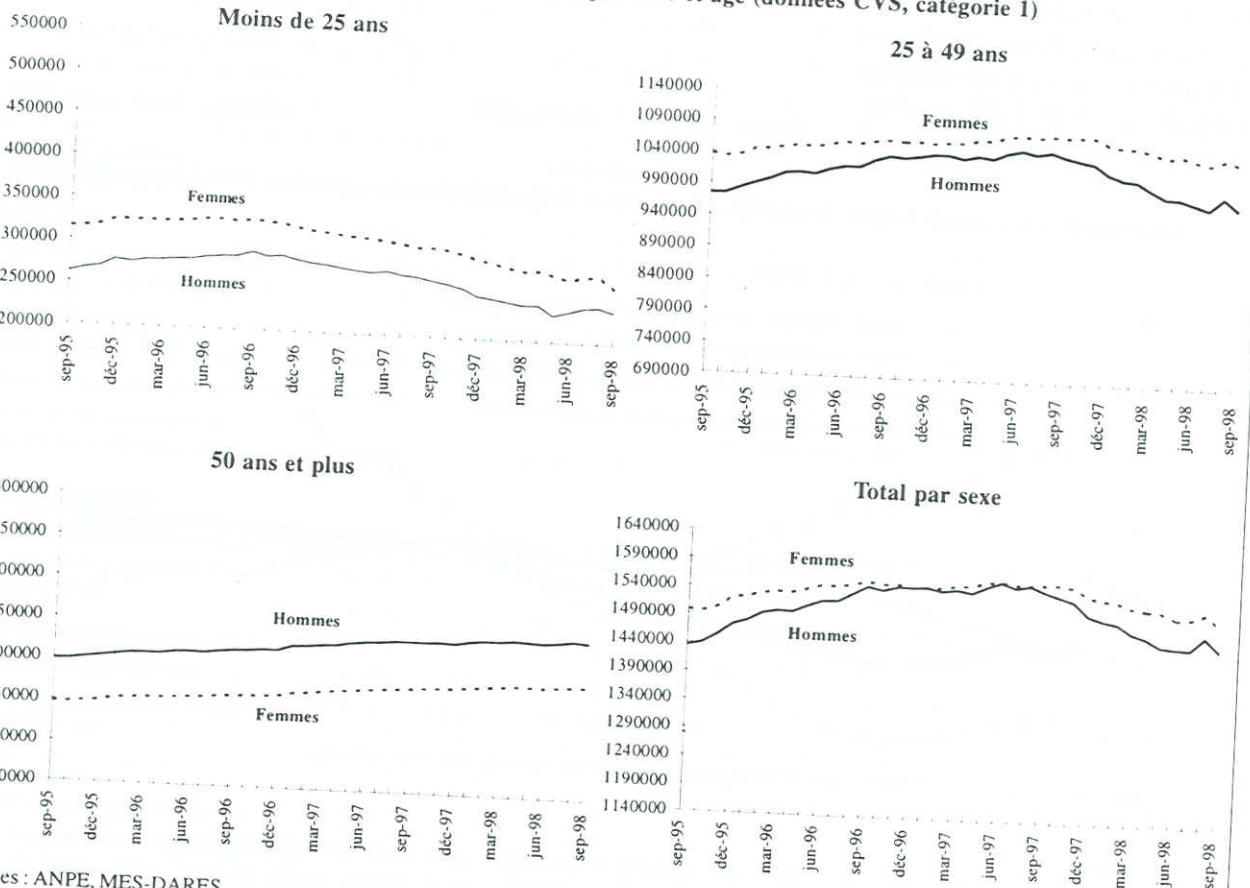
En un an, le nombre d'inscrits en catégorie 1 a ainsi diminué de 5 % et celui des inscrits en catégorie 1 + 6 de près de 3 %. Le taux de chômage au sens du BIT continue

Tableau 2
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et âge (données CVS, catégorie 1)

		septembre 1997	sept. 97/ juin 97	décembre 1997	déc. 97/ sept. 97	mars 1998	mars 98/ déc. 97	juin (1) 1998	juin 98/ mars 98	septembre 1998	sept. 98/ juin 98
Moins de 25 ans	H	265 900	-3,3	249 900	-6,0	241 400	-3,4	235 834	-2,3	237 300	0,6
	F	304 400	-1,8	292 600	-3,9	281 300	-3,9	273 298	-2,8	265 300	-2,9
	E	570 300	-2,5	542 500	-4,9	522 700	-3,6	509 132	-2,6	502 600	-1,3
25 à 49 ans	H	1 048 300	-0,8	1 024 500	-2,3	1 000 900	-2,3	982 407	-1,8	976 500	-0,6
	F	1 079 900	-0,1	1 070 300	-0,9	1 060 500	-0,9	1 050 505	-0,9	1 047 000	-0,3
	E	2 128 200	-0,4	2 094 800	-1,6	2 061 400	-1,6	2 032 912	-1,4	2 023 500	-0,5
50 ans et plus	H	234 200	1,3	234 100	0,0	238 200	1,8	238 546	0,1	241 100	1,1
	F	176 900	1,8	179 700	1,6	183 600	2,2	184 810	0,7	187 500	1,5
	E	411 100	1,5	413 800	0,7	421 800	1,9	423 356	0,4	428 600	1,2
TOTAL	H	1 548 400	-0,9	1 508 500	-2,6	1 480 500	-1,9	1 456 787	-1,6	1 454 900	-0,1
	F	1 561 200	-0,2	1 542 600	-1,2	1 525 400	-1,1	1 508 613	-1,1	1 499 800	-0,6
	E	3 109 600	-0,6	3 051 100	-1,9	3 005 900	-1,5	2 965 400	-1,3	2 954 700	-0,4

(1) Les chiffres de juin 1998 ont été rectifiés de + 13 000 demandeurs d'emploi de catégorie 1.
Sources : ANPE, MES-DARES.

Graphique 3
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et âge (données CVS, catégorie 1)



Sources : ANPE, MES-DARES.

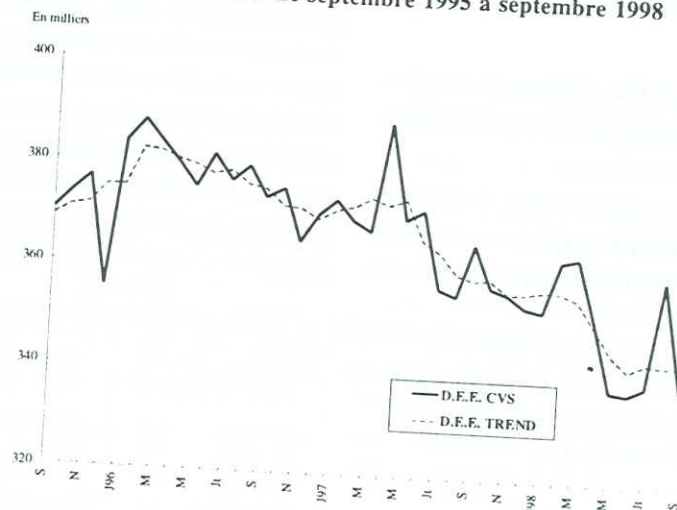
lui aussi de fléchir ; il est de 11,7% fin septembre ; il était de 12,3 % fin décembre 1997 et de 11,8 % fin juin 1998.

Pourtant, la situation des demandeurs d'emploi les plus âgés s'est à nouveau dégradée au troisième trimestre 1998 (+ 1,2 %). À l'inverse, les jeunes femmes connaissent la situation la plus favorable (- 2,9 %), tandis que l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans (- 0,5 %) est proche de celle de l'ensemble des demandeurs de catégorie 1 (graphique 3).

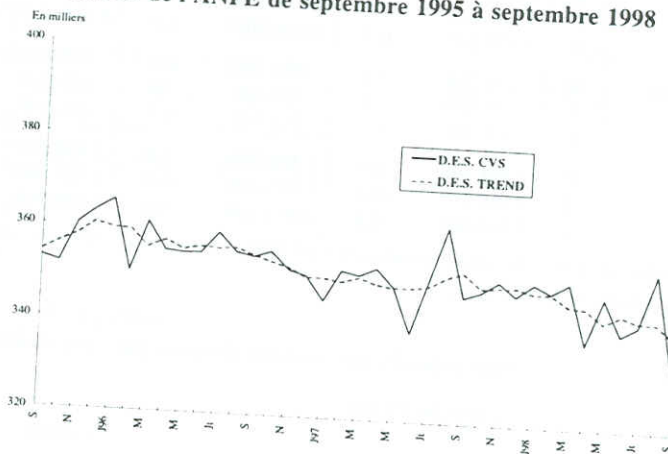
Les demandes d'emploi enregistrées au cours du trimestre sont en légère hausse (+ 1 %), conséquence d'un fort afflux d'inscriptions au mois d'août 1998, notamment celles liées à des fins de mission d'intérim. Les sorties de l'ANPE restent, quant à elles, au même niveau que le trimestre précédent (graphique 4).

Le chômage de longue durée baisse de 0,7 % entre la fin juin et la fin septembre 1998. Cette réduction est la plus sensible pour les demandeurs d'emploi ayant de 1 à 2 ans d'ancienneté ; leurs effectifs ont reculé

Graphique 4
Entrées à l'ANPE de septembre 1995 à septembre 1998

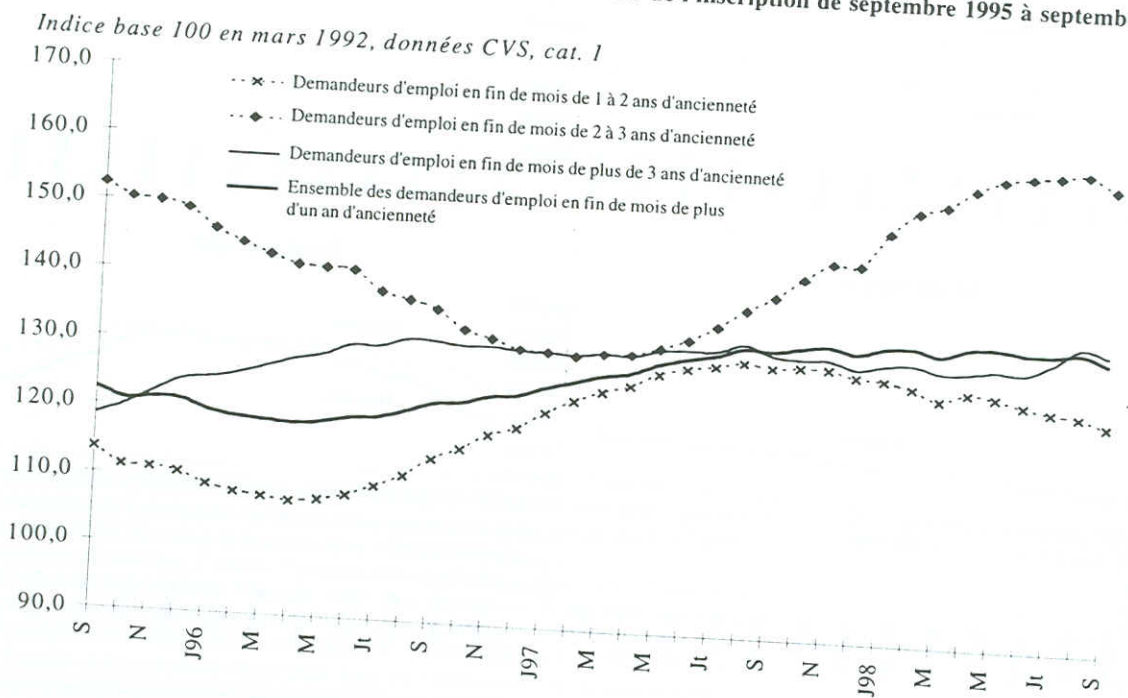


Sorties de l'ANPE de septembre 1995 à septembre 1998



Sources : ANPE, MES-DARES, INSEE.

Graphique 5
Évolution du chômage de longue durée selon l'ancienneté de l'inscription de septembre 1995 à septembre 1998



Sources : ANPE, MES-DARES.

Tableau 3

Les entrées par trimestre dans les dispositifs de la politique de l'emploi entre 1996 et 1998
(Résultats provisoires : données arrêtées au 19 novembre 1998)

France métropolitaine

Dispositif	Année 1996	Année 1997				Année 1998			Évolution (en%)			
	Entrées Trim.4 1996	Entrées Trim.1 1997	Entrées Trim.2 1997	Entrées Trim.3 1997	Entrées Trim.4 1997	Entrées Trim.1 1998	Entrées Trim.2 1998	Entrées Trim.3 1998	T4.97/ T4.96	T1.98/ T1.97	T2.98/ T2.97	T3.98 T3.97
Emploi aidé dans le secteur marchand	308 921	218 343	198 933	214 731	344 389	237 341	204 475	205 032	11,5	8,7	2,8	-4,5
Abaissment de coûts salariaux	135 382	129 630	138 852	124 530	157 013	138 038	141 679	111 077	16,0	6,5	2,0	-10,8
Abattements-temps partiel	64 876	56 642	52 394	47 435	68 823	52 628	50 601	42 965	6,1	-7,1	-3,4	-9,4
Exonérations pour l'emb. de salariés C.I.E.	19 798	19 490	21 701	22 442	23 727	24 737	23 851	23 029	19,8	26,9	9,9	2,6
Conventions de coopération	44 920	47 743	58 336	48 570	58 090	52 718	59 316	40 240	29,3	10,4	1,7	-17,2
Formation en alternance	5 788	5 755	6 421	6 083	6 373	7 955	7 911	4 843*	10,1	38,2	23,2	-20,4
Contrats d'apprentissage	157 422	75 609	43 609	74 489	172 458	84 149	45 964	78 650	9,6	11,3	5,4	5,6
Contrats de qualification	105 499	39 886	12 174	43 422	111 797	40 382	11 967	46 113	6,0	1,2	-1,7	6,2
Contrats d'adaptation ou d'orientation	38 778	22 157	15 421	19 240	42 871	26 562	17 384	19 717	10,6	19,9	12,7	2,5
Contrats d'adaptation ou d'orientation	13 145	13 566	16 014	11 827	17 790	17 205	16 613	12 820	35,3	26,8	3,7	8,4
Aide à la création d'emplois et d'activités												
ACCRES (a)	10 278	6 700	9 686	8 857	8 841	9 164	10 981	9 503	-14,0	36,8	13,4	7,3
Insertion par l'économie												
Entreprises d'Insertion	5 839	6 404	6 786	6 855	6 077	5 990	5 851	5 802	4,1	-6,5	-13,8	-15,4
Associations Intermédiaires (b)	209 381	211 509	236 273	222 635	219 902	217 709	231 737	218 002	5,0	2,9	-1,9	-2,1
Emploi aidé dans le secteur non marchand	162 547	157 158	155 010	148 356	149 700	172 960	157 207	120 780	-7,9	10,1	1,4	-18,6
Contrats Emploi-Sol. (n.conv+ave.)	138 283	132 185	129 209	121 252	119 797	113 808	109 965	95 747	-13,4	-13,9	-14,9	-21,0
Contrats Emplois Consol. (n.conv+ave.)	21 256	21 704	22 593	23 524	23 350	22 964	25 438	23 603	9,9	5,8	12,6	0,3
Contrats Emploi Ville (n.conv+ave.)	3 008	3 269	3 208	3 580	3 474	1 936	1 717	1 430	15,5	-40,8	-46,5	-60,1
Contrats Emploi Jeunes (embauches)**	-	-	-	-	3 079	34 252	20 087	17 384	-	-	-	-
Actions d'insertion et de formation	147 145	94 015	102 836	59 644	147 953	98 799	101 396	66 004	0,5	5,1	-1,4	10,7
- auprès des adultes :	89 024	39 245	57 498	33 445	87 713	41 693	58 279	33 862	-1,5	6,2	1,4	1,2
. Stages d'Ins.et de Form. à l'Emploi (c)	77 098	28 915	45 707	25 251	73 972	30 086	48 279	25 924	-4,1	4,0	5,6	2,7
. Stages d'Accès à l'Entreprise (c)	9 245	8 848	9 850	7 266	10 977	10 188	8 537	6 799	18,7	15,1	-13,3	-6,4
. Stages FNE-cadres (c)	2 681	1 482	1 941	928	2 764	1 419	1 463	1 139	3,1	-4,3	-24,6	22,7
- auprès des jeunes: (d)	58 121	54 770	45 338	26 199	60 240	57 106	43 117	32 142	3,6	4,3	-4,9	22,7
. Actions de form.altern. fin.par l'État (d)	11 442	8 718	10 703	6 379	8 107	8 935	8 476	12 255	-29,1	2,5	-20,8	92,1
. Actions de formation alternée financées par les Régions (d)	46 679	46 052	34 635	19 820	52 133	48 171	34 641	19 887	11,7	4,6	0,0	0,3
Accompagnement des restructurations	56 045	58 837	55 632	51 470	49 587	51 013	37 995	39 333	-11,5	-13,3	-31,7	-23,6
Conventions de Conversion (e)	31 403	39 710	35 275	33 074	30 035	32 921	24 146	25 713	-4,4	-17,1	-31,5	-22,3
Mesures du FNE	13 335	6 142	10 604	9 413	8 734	4 959	7 198	6 313	-34,5	-19,3	-32,1	-32,9
Prétraitements Allocations Spéc. FNE (e)	5 132	5 981	5 391	4 775	5 522	7 481	3 425	3 903	7,6	25,1	-36,5	-18,3
Prétraitements Progressives (e)	6 175	7 004	4 362	4 208	5 296	5 652	3 226	3 404	-14,2	-19,3	-26,0	-19,1
Alloc. remplacement pour l'emploi (e)	9 723	9 198	6 274	12 821	7 060	10 761	10 304	10 913	-27,4	17,0	64,2	-14,9
Total	684 381	537 551	518 685	487 022	698 689	570 874	511 377	442 062	2,1	6,2	-1,4	-9,2

(*) estimation.

(**) hors contrats de droit public.

N.B. : Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf :

(a) nb. de bénéficiaires ; (b) nb. de mises à disposition, non cumulable.

(c) entrées en stage ; (d) entrées en rémunération ou en protection sociale (hors AFR) ; (e) premiers paiements.

Sources : MES-DARES, CNASEA, ANPE, UNEDIC.

de 1,9 %. Elle est moins nette pour ceux de 2 à 3 ans d'ancienneté (- 0,8 %). En revanche, les chômeurs de longue durée les plus anciens (3 ans et plus) voient leurs effectifs augmenter sensiblement (+ 2,4 %) (graphique 5).

Politiques spécifiques d'emploi : la formation en alternance toujours dynamique

Durant le troisième trimestre 1998, les entrées en emploi aidé

(1) - *Les données actuellement disponibles font apparaître un recul sensible des embauches ou transformations d'emplois enregistrées dans le cadre de l'abattement-temps partiel. Ces chiffres sont cependant très incertains du fait de la mise en oeuvre de la déclaration unique d'embauche qui a très vraisemblablement entraîné une sous-estimation des entrées effectives dans le dispositif.*

dans le secteur marchand reculent de 4,5 % par rapport au troisième trimestre de 1997, du fait des moindres entrées dans les dispositifs d'abaissement des coûts salariaux (- 10,8 %), et notamment de la baisse très significative des embauches en contrat initiative emploi (CIE) (1) (tableau 3).

En revanche, les formations en alternance, autre volet de l'emploi marchand aidé, continuent de progresser, en particulier les contrats d'adaptation et d'apprentissage.

Les nouveaux emplois aidés dans le secteur non marchand diminuent fortement (-18,6 %), en raison de la contraction sensible des entrées en CES (-21 %). Les embauches correspondant au programme «nouveaux services, nouveaux employeurs» continuent d'être importantes : le recul global observé par

rapport aux deux trimestres précédents tient aux faibles recrutements de l'Éducation nationale durant l'été.

Les entrées dans les actions de formation destinées aux adultes sont sensiblement équivalentes à celles enregistrées au troisième trimestre 1997 mais les stages pour les jeunes financés par l'État se sont multipliés. Enfin, dans un contexte économique qui reste favorable, les entrées dans les mesures d'accompagnement des restructurations ou de préretraite se contractent fortement (-23,6 %).

Joëlle CHAZAL,
Hubert DENIS DU PÉAGE,
Alice TANAY
(DARES).

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère de l'emploi et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 20 bis rue d'Estrées 75700 Paris 07 SP. Tél. : 01.44.38.22.60. Télécopie 01.44.38.24.43. Directeur de la publication : Claude Seibel.

Secrétariat de rédaction : Catherine Demaison et Evelyn Ferreira. Maquettistes : Daniel Lepesant et Guy Barbut. Conception graphique : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Flashage : AMC, Paris. Impression : Ecoprint, Pontcarré et JCDM-BUDY, Paris. Reprographie : DARES. Abonnements : la documentation Française, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHÈSES : 1 an (52 n°) : 665 F - Europe : 700 F - Autres pays : 715 F. Publicité : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.